Présents
Mme OGER, Maire, M. DLUS, Conseiller Municipal.

En visioconférence
M. ANCEAUX, Mme L. LELOU, Mme BEZIER, M. BELMEKKI, Mme LOPEZ, Mme LAPICA, M. DUGAST, M. JOYAU, Mme C. LELOU, M. MANSUETO, M. TCHAIBOU, M. JEMET, M. LEFRANC, M. LAUR, Mme GUILLAIN, Mme LE FALHER, M. VALLET, Mme HERVY, Mme JOLLIVET, Mme THEBAULT, Mme MPAKA, M. CAILLE, Mme GROUSSEAU, M. DEROUIN, Mme LEBOUVIER, Mme HEURTIN, Mme BECK, M. GOUGEON, Mme CHARPENTIER, & M. MERCIER, Conseillers Municipaux.

Absent excusé
Mme Liseby DELAUNAY donne pouvoir à Mme Emilie MPAKA.

Désignation du secrétaire de séance
Conformément à l’article L2121-15 du code général des collectivités territoriales (CGCT) et conformément à l’article 13 du règlement intérieur, le Conseil Municipal nomme dans l’ordre de la liste des conseillers municipaux un ou plusieurs de ses membres pour remplir les fonctions de secrétaire de séance.

Le Conseil Municipal a désigné Laurence LOPEZ pour assurer ces fonctions.

Délibération n° 01.04.21 : modalités techniques d’organisation de la séance du Conseil Municipal
Vu la loi n° 2020-1379 du 14 novembre 2020 autorisant la prorogation de l'état d'urgence sanitaire et portant diverses mesures de gestion de la crise sanitaire ;

Vu l'ordonnance n°2020-391 du 1er avril 2020 visant à assurer la continuité du fonctionnement des institutions locales et de l'exercice des compétences des collectivités territoriales et des établissements publics locaux afin de faire face à l'épidémie de Covid-19,

Vu la convocation pour la réunion du Conseil Municipal précisant que la séance se tiendrait en visioconférence et en présentiel.

Vu le courriel adressé à tous les conseillers municipaux détaillant la procédure à suivre,
Considérant que pendant la période d’urgence sanitaire, l'article 6 de l’ordonnance susvisée permet d'organiser à distance les réunions de l'organe délibérant des collectivités.

Le Conseil Municipal doit délibérer sur les modalités d’identification des participants, d’enregistrement et de conservation des débats ainsi que celles de scrutin. Les modalités suivantes sont proposées :

✓ la technologie retenue pour l'organisation de la réunion est celle de l'outil visioconférence. Chaque élu a été contacté par le service informatique de la ville pour lui faire préciser les modalités et en vérifier le fonctionnement.
✓ l'identification des participants se fera par appel nominatif. Le vote des délibérations interviendra par vote au scrutin public organisé par appel nominal. Madame le Maire appellera les candidats qui souhaitent
voter contre ou s’abstenir sur chaque délibération à se manifester par le biais de l’espace de discussion en direct dit « chat ». En cas d’une demande de vote secret, le Maire reportera ce point de l’ordre du jour à une séance ultérieure. Cette nouvelle séance ne pourra se tenir par voie dématérialisée.

✓ les débats seront accessibles au public par la diffusion en direct de la séance via le site internet de la Ville.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré à l’unanimité :
✓ approuve les modalités d’organisation de la séance du Conseil Municipal selon les modalités décrites ci-dessus ;
✓ autorise Madame le Maire à prendre toutes les dispositions nécessaires à l’exécution de la présente délibération.

<table>
<thead>
<tr>
<th>Pour</th>
<th>33</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td>Mme OGER, M. ANCEAUX, Mme L. LELOU, M. DLUS, Mme BEZIER, M. BELMEKKI, Mme LOPEZ, M. JOYAU, Mme LAPICA, M. DUGAST, Mme C. LELOU, M. MANSUETO, Mme MPAKA, M. LAUR, Mme DELAUNAY, M. LEFRANC, Mme GUILLAULT, M. TCHAIBOU, Mme THEBAULT, M. JEMET, Mme LE FALHER, M. VALLET, Mme HERVY, M. CAILLE, Mme JOLLIVET, Mme GROUSSEAU, M. DEROUIN, Mme HEURTIN, Mme LEBOUVIER, Mme BECK, M. GOUGEON, Mme CHARPENTIER, M. MERCIER.</td>
<td></td>
</tr>
</tbody>
</table>

Approbation du Conseil Municipal du 15 février 2021

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré à l’unanimité des votants :
✓ approuve le procès verbal du 15 février 2021.

<table>
<thead>
<tr>
<th>Pour</th>
<th>25</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td>Mme OGER, M. ANCEAUX, Mme L. LELOU, M. DLUS, Mme BEZIER, M. BELMEKKI, Mme LOPEZ, M. JOYAU, Mme LAPICA, M. DUGAST, Mme C. LELOU, M. MANSUETO, Mme MPAKA, M. LAUR, Mme DELAUNAY, M. LEFRANC, Mme GUILLAULT, M. TCHAIBOU, Mme THEBAULT, M. JEMET, Mme LE FALHER, M. VALLET, Mme HERVY, M. CAILLE, Mme JOLLIVET</td>
<td></td>
</tr>
</tbody>
</table>

<table>
<thead>
<tr>
<th>Abstention</th>
<th>8</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td>Mme GROUSSEAU, M. DEROUIN, Mme HEURTIN, Mme LEBOUVIER, Mme BECK, M. GOUGEON, Mme CHARPENTIER, M. MERCIER.</td>
<td></td>
</tr>
</tbody>
</table>

Approbation du Conseil Municipal du 15 mars 2021

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré à l’unanimité des votants :
✓ approuve le procès verbal du 15 mars 2021.

<table>
<thead>
<tr>
<th>Pour</th>
<th>25</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td>Mme OGER, M. ANCEAUX, Mme L. LELOU, M. DLUS, Mme BEZIER, M. BELMEKKI, Mme LOPEZ, M. JOYAU, Mme LAPICA, M. DUGAST, Mme C. LELOU, M. MANSUETO, Mme MPAKA, M. LAUR, Mme DELAUNAY, M. LEFRANC, Mme GUILLAULT, M. TCHAIBOU, Mme THEBAULT, M. JEMET, Mme LE FALHER, M. VALLET, Mme HERVY, M. CAILLE, Mme JOLLIVET</td>
<td></td>
</tr>
</tbody>
</table>

<table>
<thead>
<tr>
<th>Abstention</th>
<th>8</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td>Mme GROUSSEAU, M. DEROUIN, Mme HEURTIN, Mme LEBOUVIER, Mme BECK, M. GOUGEON, Mme CHARPENTIER, M. MERCIER.</td>
<td></td>
</tr>
</tbody>
</table>

Délibération n° 02.04.21 : Election d’un nouveau membre de la commission animation, action sociale et économique, solidarité

- Membres de la commission animation, action sociale et économique, solidarité :

8 titulaires « Vivre Ensemble à Thouaré » : Laure LELOU, Fabien JOYAU, Dominique DUGAST, Khaled BELMEKKI, Nathalie LAPICA, Michel LAUR, Valérie THEBAULT, Moussa TCHAIBOU
3 titulaires « Thouaré avance » : Thierry ALLAIRE, Anne CHARPENTIER, Jérôme MERCIER

Suite à la démission de M. Thierry ALLAIRE, conseiller municipal il convient de le remplacer au sein de la commission animation, action sociale et économique, solidarité.

Les membres sont désignés par vote à bulletin secret (article L.2121-21 du CGCT). Mais le conseil municipal peut décider, à l’unanimité, de ne pas procéder au scrutin secret pour les nominations ou les représentations.

**Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré à l’unanimité :**
✓ décide de ne pas voter à bulletin secret.

**Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré à l’unanimité :**
✓ procède à l’élection des membres de la commission animation, action sociale, solidarité sur la base des listes des membres énoncés en séance.

**Liste Vivre Ensemble à Thouaré :** Laure LELOU, Fabien JOYAUX, Dominique DUGAST, Khaled BELMEKKI, Nathalie LAPICA, Michel LAUR, Valérie THEBAULT, Moussa TCHAOBOU

**Liste Thouaré Avance :** Joëlle LEOUVIER, Anne CHARPENTIER, Jérôme MERCIER

<table>
<thead>
<tr>
<th>Pour</th>
<th>33</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td>Mme OGER, M. ANCEAUX, Mme L. LELOU, M. DLUS, Mme BEZIER, M. BELMEKKI, Mme LOPEZ, M. JOYAUX, Mme LAPICA, M. DUGAST, Mme C. LELOU, M. MANSUETO, Mme MPAPA, M. LAUR, Mme DELAUNAY, M. LEFRANC, Mme GUILLAUM, M. TCHAOBOU, Mme THEBAULT, M. JEMET, Mme LE FALHER, M. VAILLET, Mme HERVY, M. CAILLE, Mme JOLLIVET, Mme GROUSSEAU, M. DEROUIN, Mme HEURTIN, Mme LEOUVIER, Mme BECK, M. GOGHEON, Mme CHARPENTIER, M. MERCIER.</td>
<td></td>
</tr>
</tbody>
</table>

**Délibération n° 03.04.21 : Composition de la commission d’appel d’offres suite à la démission d’un membre.**

Lors de la commission aménagement, écologie, finances du 3 février 2021, l’information de la démission de M. Dlus en tant que membre de la CAO avait été donnée.

Effectivement, la fonction de représentant du président de la CAO n’est pas compatible avec celle d’un membre élu.

Suite à la démission de M. Dlus et conformément à l’élection des membres lors du conseil municipal du 10 juillet 2020, le 1er suppléant de la liste le remplacera, soit Mme Nathalie LAPICA.

La nouvelle composition de la commission est donc :

**Groupe majoritaire**

- **Membres titulaires :** Thierry ANCEAUX, Laurence LOPEZ, Émilie Mpaka, Nathalie LAPICA
- **Membres suppléants :** Marc LEFRANC, Capucine LELOU, Christelle JOLLIVET

**Groupe minoritaire**

- **Cécile HEURTIN**
- **Jean-Luc DEROUIN**
Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré à l’unanimité :
✓ approuve la composition comme indiquée ci-dessus.

<table>
<thead>
<tr>
<th>Pour</th>
<th>33</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td>Mme OGER, M. ANCEAUX, Mme L. LELOU, M. DLUS, Mme BEZIER, M. BELMEKKI, Mme LOPEZ, M. JOYAU, Mme LAPICA, M. DUGAST, Mme C. LELOU, M. MANSUETO, Mme MPAKA, M. LAUR, Mme DELAUNAY, M. LEFRANC, Mme GUILLAIN, M. TCHAIBOU, Mme THEBAULT, M. JEMET, Mme LE FALHER, M. VALLET, Mme HERVY, M. CAILLE, Mme JOLLIVET, Mme GROUSSEAU, M. DEROUNIX, Mme HEURTIN, Mme LEBOUVIER, Mme BECK, M. GOUGEON, Mme CHARPENTIER, M. MERCIER.</td>
<td></td>
</tr>
</tbody>
</table>

Délibération n° 04.04.21 : Modification du règlement intérieur des structures « Enfance Jeunesse Education »
A partir de Septembre, l’organisation de l’accueil du mercredi va évoluer. Les modifications et les évolutions les plus significatives portent sur :
- La mise en place d’une navette le mercredi matin, dans la limite de la capacité de 2 minibus,
- La possibilité pour les familles de réserver la demi-journée avec ou sans repas
- Une plus grande amplitude horaire pour l’ALSH

Il convient donc de modifier les articles 2-1 et 3-1 du chapitre 2.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré à la majorité :
✓ approuve ce nouveau règlement intérieur.

<table>
<thead>
<tr>
<th>Pour</th>
<th>25</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td>Mme OGER, M. ANCEAUX, Mme L. LELOU, M. DLUS, Mme BEZIER, M. BELMEKKI, Mme LOPEZ, M. JOYAU, Mme LAPICA, M. DUGAST, Mme C. LELOU, M. MANSUETO, Mme MPAKA, M. LAUR, Mme DELAUNAY, M. LEFRANC, Mme GUILLAIN, M. TCHAIBOU, Mme THEBAULT, M. JEMET, Mme LE FALHER, M. VALLET, Mme HERVY, M. CAILLE, Mme JOLLIVET</td>
<td></td>
</tr>
</tbody>
</table>

<table>
<thead>
<tr>
<th>Contre</th>
<th>8</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td>Mme GROUSSEAU, M. DEROUNIX, Mme HEURTIN, Mme LEBOUVIER, Mme BECK, M. GOUGEON, Mme CHARPENTIER, M. MERCIER</td>
<td></td>
</tr>
</tbody>
</table>

Délibération n° 06.04.21 : Règlement Local de Publicité métropolitain (RLPm) – Débat d’orientations générales

Le Règlement Local de Publicité métropolitain (RLPm) est un document de planification en matière de dispositifs publicitaires. Il édicte des prescriptions pour les publicités, pré enseignes et enseignes visibles de toute voie ouverte à la circulation publique. Ces règles, plus restrictives que la réglementation nationale, peuvent s’appliquer à l’ensemble du territoire ou à des secteurs précisément identifiés.

Nantes Métropole, compétente en matière de Plan Local d’Urbanisme (PLU), est également compétente pour élaborer un Règlement Local de Publicité métropolitain sur son territoire. Le Conseil métropolitain s’est donc prononcé, par délibération du 16 octobre 2020, pour l’élaboration du RLPm.

Jusqu’à la date d’approbation du RLPm, ou au plus tard jusqu’au 13 juillet 2022, les 13 règlements locaux de publicité communaux (Bouguenais, Carquefou, La Chapelle-sur-Erdre, Nantes, Orvault, Rezé, Sautron, Saint-Herblain, Saint-Jean-de-Boiseau, Sainte-Luce-sur-Loire, Saint-Sébastien-sur-Loire, Thouaré-sur-Loire et Vertou) continuent de s’appliquer.

La délibération du 16 octobre 2020 avait pour but :
- d’énoncer les grands objectifs poursuivis au regard des éléments de contexte de la Métropole,
- de fixer les modalités de concertation,
- de rappeler les modalités de collaboration entre Nantes Métropole et les communes membres.

Un diagnostic a été présenté selon les secteurs géographiques, à l’automne, aux élus, DGS et référents RLPm des communes membres, ainsi qu’aux membres du Conseil technique métropolitain des acteurs économiques, aux
personnes publques associées aux établissements publics de coopération intercommunale voisins ainsi qu’aux personnes concernées (personnes, organismes et associations compétents en matière de paysage, de publicité, d’enseignes et pré enseignes, d’aménagement du territoire, d’urbanisme, d’environnement, d’architecture, d’habitat et de déplacements).

Il ressort de ce diagnostic que :

- la situation juridique des 24 communes au regard de la publicité extérieure est très hétérogène, seules 13 d’entre elles disposant de règlements locaux de publicité communaux, 12 ayant d’ailleurs été adoptés avant la loi ENE, et comportant donc des dispositions obsolètes voire illégales au regard de la réglementation aujourd’hui applicable. De surcroît, 13 communes comptent moins de 10 000 habitants, 4 d’entre elles ne faisant pas partie de l’unité urbaine de Nantes (Brains, Le Pellerin, Mauves sur Loire et Saint Léger les Vignes). Or, selon l’appartenance ou non à l’unité urbaine et la population des agglomérations, les règles nationales applicables sont différentes,

- la majeure partie du territoire (70 % environ) est en zone non agglomérée où toute publicité est interdite (hors préenseignes dérogatoires dont la liste des activités pouvant être signalée est limitativement fixée par la loi). Le RLPm ne traitera donc que des zones agglomérées,

- des secteurs du territoire sont également protégés de la publicité, soit par une interdiction absolue (cas des sites classés, des réserves naturelles, des monuments historiques, des arbres,…), soit par une interdiction relative (parties agglomérées des zones Natura 2000, des abords des monuments historiques, des sites inscrits et le site patrimonial remarquable de Nantes).

- si la présence publicitaire n’est pas prégnante sur le territoire métropolitain, y sont tout de même recensés :

- près de 1 000 dispositifs publicitaires sur domaine privé ou ferroviaire, dont 80 % scellés au sol, avec une majorité de grands formats (40 % avec affiches de 12 m² et 34 % avec affiches de 8 m²), 60 % d’entre eux n’étant pas lumineux et peu de dispositifs numériques (3%). 10 % de ces dispositifs sont actuellement en infraction avec la réglementation nationale. Ces dispositifs se situent principalement sur les axes routiers les plus empruntés, partant de la ville-centre vers les communes périphériques et (ou desservant les pôles commerciaux (route de Clisson, route de Vannes, route de Paris et route de Rennes), aux abords des infrastructures de transport ferroviaire et aérien et dans les zones commerciales et d’activité,

- près de 1 200 abris voyageurs avec publicité de 2 m², 500 mobiliers d’information avec publicité de 2 m², 215 mobiliers d’information avec publicité de 8 m² et 13 colonnes porte-affiches au titre des deux contrats de mobilier urbain passés par Nantes Métropole pour assurer ses missions de service public. Seuls une quarantaine de ces mobiliers supportent de la publicité numérique.

- la pollution visuelle est due à la conjugaison de plusieurs facteurs (type de support, nombre, densité, formats, implantation, design et couleurs du matériel, mouvement, contexte) et à la juxtaposition de différents dispositifs (enseignes, publicités, mobiliers urbains...) sur une même séquence paysagère.

- en matière d’enseignes, hors zones commerciales et d’activité, l’insertion dans le paysage est globalement satisfaisante. Dans les zones commerciales et d’activité, il apparaît par contre que les enseignes sont d’une grande variété, avec des matériaux ou procédés peu qualitatifs, avec des enseignes scellées au sol exactement de même format que les publicités scellées au sol classiques ou des dispositifs mixtes (une face publicitaire, une face enseigne). C’est également là que se trouvent une part importante des dispositifs numériques.

Sur le fondement du diagnostic, il est proposé au Conseil métropolitain, puis aux Conseils municipaux, de débattre des orientations générales suivantes :

- en matière de publicité :

- Orientation n°1 : Renforcer les effets protecteurs de la réglementation nationale dans les communes hors unité urbaine de Nantes et les étendre à d’autres communes aux caractéristiques paysagères semblables en vertu du principe d’égalité.

- Orientation n° 2 : Préserver la qualité du cadre de vie des centralités et des secteurs principalement dédiés à l’habitat.

- Orientation n°3 : Traiter l’impact publicitaire le long des axes structurants et dans les zones commerciales.
- Orientation n° 4 : Adopter une réglementation particulière pour les publicités et enseignes lumineuses et n’autoriser la publicité numérique que dans certains secteurs.

- Orientation n°5 : Avoir une réflexion spécifique sur les lieux d’interdiction relative, c’est à dire aux abords des monuments historiques, dans le site patrimonial remarquable (SPR) de Nantes et dans les sites inscrits, pour l’ensemble des dispositifs publicitaires, sur domaine public comme sur domaine privé.

- en matière d’enseignes :

- Orientation n°6 : Renforcer l’intégration des enseignes traditionnelles, sans brider la liberté d’expression des commerçants locaux.

- Orientation n°7 : Conserver l’application de la réglementation nationale pour les enseignes des zones commerciales et d’activités.


Il est précisé qu’à l’issue du débat de ce soir, le travail de co-construction entre les communes et Nantes Métropole s’engagera pour établir les zonages et définir les règles. Cette co-construction devra parvenir à l’élaboration d’un document harmonisant les règles sur l’ensemble du territoire et portant l’ambition d’un encadrement plus strict qu’aujourd’hui des dispositifs publicitaires. Les continuités territoriales de zonages et donc de règles entre les communes seront favorisées pour la cohérence du document.

Le Conseil Municipal, après avoir entendu l’exposé du rapporteur, et en avoir débattu :

✓ prend acte de la teneur des débats sur les orientations générales du futur Règlement Local de Publicité métropolitain.

✓ porte à la connaissance de Nantes Métropole les éléments d’expression issus de ces débats.

2 Axes sont retenus :

1) que la densité des publicités soit diminuée par rapport à ce que nous observons actuellement, pour retrouver un paysage plus qualitatif, et un espace public moins agressif.

2) concernant les enseignes lumineuses, qu’elles soient numériques, rétro éclairées, éclairées par projection ou autre, il nous semble important de diminuer leur impact, qui est double : la consommation énergétique et la pollution lumineuse vis à vis de la faune et de la flore. Nous souhaitons que ces enseignes soient limitées en nombre, en surface et en intensité lumineuse, avec une plage horaire d’extinction élargie dans le temps, par exemple de 22 h à 7 h du matin.

Délégation n° 07.04.21 : Convention de soutien au titre du programme partenarial du travail de l’AURAN

L’Auran a été créée en 1978 dans le cadre de l’Association Communautaire de la Région Nantaise (ACRN) aux fins de réaliser toutes études utiles pour l’agglomération nantaise et comme lieu de concertation entre l’ensemble des collectivités locales et l’État.

En sa qualité d’agence d’urbanisme, l’Auran intervient au soutien des politiques publiques sur un large éventail de thèmes d’actions et d’études :

- observer et évaluer :
- élaborer les documents stratégiques
- être au service de la gouvernance et de la cohérence territoriale
- être un lieu de prospective et d’innovation

L’ensemble des actions et études de l’Auran sont inscrites pluri-annuellement dans un programme partenarial de travail, mutualisé, proposé par le Conseil d’administration et soumis à débat et à approbation de l’Assemblée générale.

Pour la mise en œuvre de ce programme, l’Auran sollicite de ses membres le versement de cotisations selon les modalités fixées en assemblée générale, et des subventions.

La Ville de Thouaré-sur-Loire a décidé d’apporter un soutien complémentaire aux thématiques du programme partenarial de travail présentant à la fois un intérêt pour elle, mais aussi pour tout ou partie des autres membres de l’Agence.

A ce titre, il est proposé une convention (ci-après annexée) définissant les conditions selon lesquelles la Ville de Thouaré-sur-Loire décide de soutenir la mise en œuvre du programme partenarial de travail pluriannuel de l’Auran, plus particulièrement en ce qui concerne l’assistance des territoires dans la définition de leur stratégie de projets urbains.

Ces actions sont inscrites au titre du volet du programme partenarial de travail 2021-2023, dans le volet « Préparer les projets territoriaux dans un souci d’approche intégrée et d’harmonisation des politiques publiques », projet 54 - « Assistance des territoires dans la définition de leur stratégie de projets urbains ».

L’Auran accompagnera la ville de Thouaré-sur-Loire dans la requalification urbaine de 2 îlots du centre-ville de Thouaré-sur-Loire, les îlots Berlioz et Blançonnerie. La ville de Thouaré-sur-Loire s’engage à verser à l’Auran une subvention d’un montant global de 30 000 €.

Vu la proposition de convention de soutien au titre du programme partenarial de travail entre l’AURAN et la ville de Thouaré-sur-Loire.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré à la majorité :
✓ approuve la convention de soutien au titre du programme partenarial ci-jointe en annexe ;
✓ autorise Madame le Maire à signer cette convention ;
✓ inscrire les crédits au budget correspondant.

<table>
<thead>
<tr>
<th>Pour</th>
<th>25</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td>Mme OGER, M. ANCEAUX, Mme L. LELOU, M. DLUS, Mme BEZIER, M. BELMEKKI, Mme LOPEZ, M. JOYAU, Mme LAPICA, M. DUGAST, Mme C. LELOU, M. MANSUETO, Mme MPACA, M. LAUR, Mme DELAUNAY, M. LEFRANC, Mme GUILLAN, M. TCHAIBOU, Mme THEBAULT, M. JEMET, Mme LE FALHER, M. VALLET, Mme HERVY, M. CAILLE, Mme JOLLIVET</td>
<td></td>
</tr>
</tbody>
</table>

<table>
<thead>
<tr>
<th>Contre</th>
<th>8</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td>Mme GROUSSEAU, M. DEROUJIN, Mme HEURTIN, Mme LEOUVIER, Mme BECK, M. GOUGEON, Mme CHARTIENT, M. MERCIER</td>
<td></td>
</tr>
</tbody>
</table>

Délégation n° 08.04.21 : Convention d’occupation temporaire du domaine public fluvial standard

La municipalité a engagé depuis quelque temps des travaux d’aménagement les bords de Loire pour en faire un lieu de promenade et d’activités (jeux, tables de pique-nique…) en lien notamment avec le circuit de la Loire à vélo. Des travaux paysagers aux abords du Pont de Thouaré sont de nouveaux prévus cette année pour améliorer encore les conditions d’accueil.

Aussi, conformément à l’ordonnance du 19 avril 2017 relative à la propriété des personnes publiques, la collectivité a lancé un appel à projet d’exploitation de buvette et restauration éphémère en bords de Loire. Pour ce faire, un conteneur maritime aménagé et un espace de restauration de plein air seront implantés sur une parcelle propriété de Voies Navigables de France (VNF).

L’objet de la présente délibération est l’autorisation donnée à Madame le Maire de signer avec VNF une convention d’occupation précaire du domaine fluvial, le temps de l’installation et de l’exploitation de cette paillotte à savoir du 24 juin au 19 septembre 2021.

L’occupation du domaine fluvial incluant une activité économique, une redevance sera demandée à la commune.

**Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré à l’unanimité :**

- approuve les termes du projet de convention joint en annexe;
- autorise Madame le Maire à signer la convention d’occupation temporaire du domaine public fluvial;
- autorise l’inscription correspondant au montant de la redevance 2021 au budget de fonctionnement de la commune.

<table>
<thead>
<tr>
<th>Pour</th>
<th>33</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td>Mme OGER, M. ANCEAUX, Mme L. LELOU, M. DLUS, Mme BEZIER, M. BELMEKKI, Mme LOPEZ, M. JOYAL, Mme LAPICA, M. DUGAST, Mme C. LELOU, M. MANSUETO, Mme MPAKA, M. LAUR, Mme DELAUNAY, M. LEFRANC, Mme GUILLAIN, M. TCHAIBOU, Mme THEBAULT, M. JEMET, Mme LE FAIHER, M. VALLET, Mme HERVY, M. CAILLE, Mme JOLLIVET, Mme GROUSSEAU, M. DEROUIN, Mme HEURTIN, Mme LEBOUVIER, Mme BECK, M. GOUGEON, Mme CHARPENTIER, M. MERCIER.</td>
<td></td>
</tr>
</tbody>
</table>

**Déliberation n°09.04.21 : Reprise anticipée des résultats du compte administratif 2020 au budget primitif 2021**

L’article L 2311-5 du Code Général des Collectivités Territoriales stipule que les résultats sont affectés par l’assemblée délibérante après constatation des résultats définitifs lors du vote du compte administratif.

Lorsque les résultats sont connus, la collectivité procède à la reprise des résultats dans les conditions prévues à l’article L 2311-5 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Toutefois, les résultats peuvent être estimés avant l’adoption du compte administratif et du compte de gestion.

Ainsi, entre la date limite de mandatement fixée au troisième alinéa de l’article L. 1612-11 du Code Général des Collectivités Territoriales et la date limite de vote des taux prévue à l’article 1639 A du Code Général des Impôts, le Conseil Municipal peut, au titre de l’exercice clos et avant l’adoption de son compte administratif, procéder à la reprise anticipée des résultats.

**La section de fonctionnement du budget principal 2020 fait apparaître un excédent de 3 394 508.17 euros.**

**La section d’investissement montre un excédent de 1 503 422.12 euros.**

Les restes à réaliser en dépenses et recettes représentent :

- dépenses : 3 655 897.25 euros
- recettes : 769 344.00 euros

L’affectation suivante est proposée :

- la somme de 1 383 131.13 euros est affectée à la section d’investissement du budget principal 2021 ;
- la somme de 2 011 377.04 euros est affectée à la section de fonctionnement du budget principal 2021.
Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré à la majorité :

✓ approuve la reprise anticipée des résultats du compte administratif 2020 au budget primitif 2021 telle que proposée.

<table>
<thead>
<tr>
<th>Pour</th>
<th>25</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td>Mme OGER, M. ANCEAUX, Mme L. LELOU, M. DLUS, Mme BEZIER, M. BELMEKKI, Mme LOPEZ, M. JOYAUX, Mme LAPICA, M. DUGAST, Mme C. LELOU, M. MANSUETO, Mme MPACA, M. LAUR, Mme DELAUNAY, M. LEFRANC, Mme GUILLAIN, M. TCHAIPOU, Mme THEBAULT, M. JEMET, Mme LE FALHER, M. VALLET, Mme HERVY, M. CAILLE, Mme JOLLIVET</td>
<td></td>
</tr>
</tbody>
</table>

<table>
<thead>
<tr>
<th>Contre</th>
<th>8</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td>Mme GROUSSEAU, M. DEROUIN, Mme HEURTIN, Mme LEBOUVIER, Mme BECK, M. GOUGEON, Mme CHARPENTIER, M. MERCIER.</td>
<td></td>
</tr>
</tbody>
</table>

Délibération n° 10.04.21 : Budget principal : vote du budget primitif

Conformément au Code Général des Collectivités Territoriales (Art L1612-1) le vote du budget a lieu par chapitre en fonctionnement et par chapitres et opérations en investissement.

<table>
<thead>
<tr>
<th>Budget final 2020</th>
<th>Réalisé 2020</th>
<th>BP 2021</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td>TOTAL RECETTES DE FONCTIONNEMENT</td>
<td>10 280 548.78</td>
<td>11 077 581.45</td>
</tr>
<tr>
<td>TOTAL DEPENSES DE FONCTIONNEMENT</td>
<td>10 280 548.78</td>
<td>7 683 073.28</td>
</tr>
<tr>
<td>TOTAL RECETTES D'INVESTISSEMENT</td>
<td>11 637 516.24</td>
<td>8 398 567.46</td>
</tr>
<tr>
<td>TOTAL DEPENSES D'INVESTISSEMENT</td>
<td>11 637 516.24</td>
<td>6 895 145.34</td>
</tr>
</tbody>
</table>

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré à la majorité :

✓ approuve le budget primitif tel que proposé dans les documents annexés.

<table>
<thead>
<tr>
<th>Pour</th>
<th>25</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td>Mme OGER, M. ANCEAUX, Mme L. LELOU, M. DLUS, Mme BEZIER, M. BELMEKKI, Mme LOPEZ, M. JOYAUX, Mme LAPICA, M. DUGAST, Mme C. LELOU, M. MANSUETO, Mme MPACA, M. LAUR, Mme DELAUNAY, M. LEFRANC, Mme GUILLAIN, M. TCHAIPOU, Mme THEBAULT, M. JEMET, Mme LE FALHER, M. VALLET, Mme HERVY, M. CAILLE, Mme JOLLIVET</td>
<td></td>
</tr>
</tbody>
</table>

<table>
<thead>
<tr>
<th>Contre</th>
<th>8</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td>Mme GROUSSEAU, M. DEROUIN, Mme HEURTIN, Mme LEBOUVIER, Mme BECK, M. GOUGEON, Mme CHARPENTIER, M. MERCIER.</td>
<td></td>
</tr>
</tbody>
</table>

Délibération n° 11.04.21 : Vote des taux d'imposition

Chaque année, les communes votent les taux de la taxe d'habitation (TH), de la taxe foncière sur les propriétés non bâties (TFPNB) et de la taxe foncière sur les propriétés bâties (TFPB), dans le respect des dispositions du Code Général des Impôts.

L'année 2021 constitue la première année d'application de la réforme de la TH pour les collectivités locales. Ainsi, s'agissant de la taxe d'habitation sur les résidences principales, dont continueront à s'acquitter environ 20 % des foyers fiscaux, elle deviendra un impôt d'État jusqu'à sa suppression progressive en 2023. Le produit de TH 2021 sur les habitations principales sera par conséquent perçu directement par l'État. Les communes continuent de percevoir en 2021 le produit relatif à la taxe d'habitation sur les résidences secondaires et autres locaux meublés non affectés à l'habitation principale, ainsi que la taxe d'habitation sur les logements vacants.

Le taux de la taxe d'habitation étant gelé jusqu'en 2023, les communes ne peuvent voter que les taux de taxes foncières. Pour mémoire, le taux de taxe d'habitation s'etablir à 17.90 % en 2019.

Dans le cadre de cette réforme, le transfert en 2021 de la part départementale de la taxe foncière sur les propriétés bâties aux communes se traduit par un rebasage du taux communal de référence de la TFPB. Le taux de référence pour 2021 est ainsi égal à la somme du taux communal et du taux départemental de TFPB de 2020. Le taux
départemental de TFPB en 2020 étant de 15,00 %, le taux de référence pour la commune de Thouaré-sur-Loire s’établit donc à 36,94 % (soit 21,94 % +15,00 %).

Le Budget Primitif 2021, soumis ce jour à votre vote, a été établi sans hausse de taux, tout en tenant compte de l’impact de la réforme de la TH impliquant la prise en compte pour la ville de la part de taux qui était jusqu’alors attribuée au Département.

La loi de finances pour 2021 a fixé le coefficient de revalorisation forfaitaire des valeurs locatives pour l’ensemble des propriétés bâties et non bâties à 0,2 % d’augmentation.

<table>
<thead>
<tr>
<th>Taxe d'Habitation</th>
<th>Taxe sur le Foncier Bâti</th>
<th>Taxe sur le Foncier Non Bâti</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td>Taux 2019 : 17,90 %</td>
<td>Taux 2019: 21,94 %</td>
<td>Taux 2019 : 54,75 %</td>
</tr>
<tr>
<td>Taux 2020 : 17,90%</td>
<td>Taux 2020: 21,94 %</td>
<td>Taux 2020 : 54,75 %</td>
</tr>
<tr>
<td>Taux 2021 : 17,90%</td>
<td>Taux de référence 2021 : 36,94%</td>
<td>Taux 2021 : 54,75%</td>
</tr>
<tr>
<td>Taux 2021 figé</td>
<td>Soit le taux communal 2021 de TFB de 21,94% auquel s’ajoute le taux départemental TFB 2020 de 15,00%</td>
<td></td>
</tr>
</tbody>
</table>

**Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré à l’unanimité des votants : ✓ adopte les taux d’imposition sus visés.**

**Pour** 25  
Mme OGER, M. ANCEAUX, Mme L. LELOU, M. DLUS, Mme BEZIER, M. BELMEKKI, Mme LOPEZ, M. JOYAUX, Mme LAPICA, M. DUGAST, Mme C. LELOU, M. MANSUETO, Mme MPAKA, M. LAUR, Mme DELAUNAY, M. LFRANC, Mme GUILLAIN, M. TCHAIBOU, Mme THEBAULT, M. JEMET, Mme LE FALHER, M. VALLET, Mme HERVY, M. CAILLE, Mme JOLLIVET

**Abstention** 8  
Mme GROUSSEAU, M. DEROUIN, Mme HEURTIN, Mme LEBOUVIER, Mme BECK, M. GOUGEON, Mme CHARPENTIER, M. MERCIER

**Délibération n° 12.04.21 : Vote des tarifs municipaux pour les services communs**

Les tarifs concernés par la présente délibération sont déterminés pour aller jusqu’au 31 décembre 2021.

L’indice de référence choisi est l’inflation constatée 2020, soit 0,5 %. Pour certains tarifs, en raison des arrondis et de la non-régularité des augmentations, ce taux peut varier à la marge.

Toutefois, comme chaque année, afin d’uniformiser les tarifs des deux cimetières de la ville, ceux du cimetière du bourg sont modifiés en appliquant la même tarification que celle du cimetière métropolitain la Noé.

**Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré à la majorité : ✓ approuve les tarifs municipaux tels que présentés dans les documents annexés.**

**Pour** 25  
Mme OGER, M. ANCEAUX, Mme L. LELOU, M. DLUS, Mme BEZIER, M. BELMEKKI, Mme LOPEZ, M. JOYAUX, Mme LAPICA, M. DUGAST, Mme C. LELOU, M. MANSUETO, Mme MPAKA, M. LAUR, Mme DELAUNAY, M. LFRANC, Mme GUILLAIN, M. TCHAIBOU, Mme THEBAULT, M. JEMET, Mme LE FALHER, M. VALLET, Mme HERVY, M. CAILLE, Mme JOLLIVET

**Contre** 8  
Mme GROUSSEAU, M. DEROUIN, Mme HEURTIN, Mme LEBOUVIER, Mme BECK, M. GOUGEON, Mme CHARPENTIER, M. MERCIER

**Délibération n° 13.04.21 : Vote des tarifs municipaux pour les services enfance, jeunesse, loisirs**

Les tarifs concernés par la présente délibération sont déterminés pour la période du 1er septembre 2021 au 31 août 2022.
L’indice de référence choisi est l’inflation constatée 2020, soit 0.5 %. Pour certains tarifs, en raison des arrondis et de la non-régularité des augmentations, ce taux peut varier à la marge.

**Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré à la majorité :**

✓ approuve les tarifs municipaux tels que présentés dans le document annexé.

<table>
<thead>
<tr>
<th>Pour</th>
<th>25</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td>Mme OGER, M. ANCEAUX, Mme L. LELOU, M. DLUS, Mme BEZIER, M. BELMEKKI, Mme LOPEZ, M. JOYAU, Mme LAPICA, M. DUGAST, Mme C. LELOU, M. MANSUETO, Mme MPAAK, M. LAUR, Mme DELAUNAY, M. LEFRANC, Mme GUILLAINE, M. TCHAIBOU, Mme THEBAULT, M. JEMET, Mme LE FALHER, M. VALLET, Mme HERVY, M. CAILLE, Mme JOLLIVET</td>
<td></td>
</tr>
</tbody>
</table>

<table>
<thead>
<tr>
<th>Contre</th>
<th>8</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td>Mme GROUSSEAU, M. DEROUIN, Mme HEURTIN, Mme LEOUVIER, Mme BECK, M. GOUZEON, Mme CHARPENTIER, M. MERCIER</td>
<td></td>
</tr>
</tbody>
</table>

**Délibération n° 14.04.21 : Dotations scolaires aux écoles publiques**

Chaque année, les dotations scolaires sont déterminées par un montant attribué par élève maternelle ou élémentaire. Ces dotations scolaires servent aux achats de fournitures scolaires et pédagogiques, au transport pour les sorties scolaires, aux photocopies (la location des photocopieurs étant hors dotation), aux prestations de services (rémunération d’intervenant…), à la pharmacie et au petit matériel nécessaire au bon fonctionnement des écoles.

La dotation scolaire est calculée par élève présent au 1er janvier de l’année. Pour 2021, une partie de la dotation scolaire sera versée sous forme de subvention au Réseau d’Aide Spécialisée aux Élèves en Difficulté (RASED) à hauteur de 0.50 € par élève et la Ville prend à sa charge à compter de cette année, l’adhésion à e.primo.

### Dotations scolaires relatives à un élève d’école maternelle :

Nombre d’élèves au 1er janvier 2021 : 295

<table>
<thead>
<tr>
<th></th>
<th>2020</th>
<th>Proposition 2021</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td>Montant / élève</td>
<td>Montant / élève</td>
<td>Coût total 2021</td>
</tr>
<tr>
<td>Total dotation scolaire par élève</td>
<td>65,70</td>
<td>65.70</td>
</tr>
</tbody>
</table>

### Dotations scolaires relatives à un élève d’école élémentaire :

Nombre d’élèves au 1er janvier 2021 : 591

<table>
<thead>
<tr>
<th></th>
<th>2020</th>
<th>Proposition 2021</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td>Montant / élève</td>
<td>Montant / élève</td>
<td>Coût total</td>
</tr>
<tr>
<td>Total dotation scolaire par élève</td>
<td>76,70</td>
<td>76.70</td>
</tr>
</tbody>
</table>

**Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré à l’unanimité des votants :**

✓ approuve les dotations scolaires aux écoles publiques, telles que présentées.

<table>
<thead>
<tr>
<th>Pour</th>
<th>25</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td>Mme OGER, M. ANCEAUX, Mme L. LELOU, M. DLUS, Mme BEZIER, M. BELMEKKI, Mme LOPEZ, M. JOYAU, Mme LAPICA, M. DUGAST, Mme C. LELOU, M. MANSUETO, Mme MPAAK, M. LAUR, Mme DELAUNAY, M. LEFRANC, Mme GUILLAINE, M. TCHAIBOU, Mme THEBAULT, M. JEMET, Mme LE FALHER, M. VALLET, Mme HERVY, M. CAILLE, Mme JOLLIVET</td>
<td></td>
</tr>
</tbody>
</table>

<table>
<thead>
<tr>
<th>Absention</th>
<th>8</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td>Mme GROUSSEAU, M. DEROUIN, Mme HEURTIN, Mme LEOUVIER, Mme BECK, M. GOUZEON, Mme CHARPENTIER, M. MERCIER</td>
<td></td>
</tr>
</tbody>
</table>
Délibération n° 15.04.21 : Montant de participation au fonctionnement de l'école privée - subvention à l'OGEC
Dans le cadre de la convention conclue avec l'OGEC le 18 février 2008, il est nécessaire de mettre en place un avenant précisant le montant annuel du forfait communal réajusté en 2021 sur la base des dépenses des écoles publiques extraites du CA 2019 (dernier exercice budgétaire connu) avec les effectifs scolaires privés à la rentrée scolaire 2020-2021, soit 317 élèves.

L'avenant est annexé en pièce jointe.

Le montant de la dotation 2021 est arrêté à 182 261 €.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré à l'unanimité des votants :
✓ autorise Madame le Maire à signer l'avenant à la convention de l'OGEC.

<table>
<thead>
<tr>
<th>Pour</th>
<th>25</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td>Mme OGIER, M. ANCEAUX, Mme L. LELOU, M. Darius, Mme BEZIER, M. BELMEKKI, Mme LOPEZ, M. JOYAU, Mme LAPICA, M. DUGAST, Mme C. LELOU, M. MANSUETO, Mme MPAAK, M. LAUR, Mme DELAUNAY, M. LEFRANC, Mme GUILLAUM, M. TCHIBOY, Mme TIEBAULT, M. JEMET, Mme LE FALHER, M. VALLET, Mme HERVY, M. CAILLE, Mme JOLLIVET</td>
<td></td>
</tr>
</tbody>
</table>

<table>
<thead>
<tr>
<th>Abstention</th>
<th>8</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td>Mme GROUSSEAU, M. DEROIN, Mme HEURTIN, Mme LEOUVIER, Mme BECK, M. GOUGEON, Mme CHARPENTIER, M. MERCIER</td>
<td></td>
</tr>
</tbody>
</table>

Délibération n° 16.04.21 : Subventions et participations aux organismes et associations

Les conditions sanitaires ayant aussi durement affecté la vie et l'organisation des associations, la Ville a décidé de retenir une enveloppe de 20 000 € inscrite au BP 2021 et destinée à venir en aide aux associations fortement impactées par la crise liée à la Covid.

Par ailleurs, la subvention « FIL ROUGE » ne pourra pas être versée aux associations de Culture, de Loisirs et « solidaires » conventionnées pour la saison 2020-2021. En effet, la crise sanitaire de la Covid 19 a contraint les associations concernées à annuler ou reporter leurs manifestations.

Pour autant, la Ville a choisi de répartir l’enveloppe de 4 000 € du « FIL ROUGE » à part égale auprès des 16 associations de Culture, de Loisirs et Solidaires ayant choisi une subvention en numéraire sur le dossier de demande de subvention retourné par les associations au mois de janvier 2021.

Culture

<table>
<thead>
<tr>
<th>Nom de l'association</th>
<th>Voté en 2020</th>
<th>Proposition 2021</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td>Culture Thouaré Mélodie</td>
<td>37 705</td>
<td>37 955</td>
</tr>
<tr>
<td>Culture Amis de la bibliothèque</td>
<td>1 204</td>
<td>863</td>
</tr>
<tr>
<td>Culture Les enfants de Léonard</td>
<td>499</td>
<td>573</td>
</tr>
<tr>
<td>Culture Amicale Laïque (sect. Cult.)</td>
<td>2 046</td>
<td>2 628</td>
</tr>
<tr>
<td>Culture Pénina Flamenc</td>
<td>1 079</td>
<td>1 820</td>
</tr>
<tr>
<td>Culture Spoutnik</td>
<td>172</td>
<td>366</td>
</tr>
</tbody>
</table>

Loisirs et solidaires

<table>
<thead>
<tr>
<th>Nom de l'association</th>
<th>Voté en 2020</th>
<th>Proposition 2021</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td>Loisirs Autour d'un bout de Tissu</td>
<td>198</td>
<td>448</td>
</tr>
<tr>
<td>Loisirs Mini Flotte 44</td>
<td>198</td>
<td>448</td>
</tr>
<tr>
<td>Solidaires UNC/AFN</td>
<td>198</td>
<td>448</td>
</tr>
<tr>
<td>Solidaires Don du sang bénévole</td>
<td>198</td>
<td>448</td>
</tr>
<tr>
<td>Solidaires Jardins Famibio</td>
<td>198</td>
<td>448</td>
</tr>
<tr>
<td>Solidaires SOS Urgence Maman Garde d'enfants</td>
<td>198</td>
<td>448</td>
</tr>
<tr>
<td>Solidaires Frères des Hommes</td>
<td>198</td>
<td>448</td>
</tr>
<tr>
<td>Solidaires Second souffle</td>
<td>198</td>
<td>448</td>
</tr>
<tr>
<td>Solidaires Les Tricotines Thouaréennes</td>
<td>198</td>
<td>448</td>
</tr>
<tr>
<td>Solidaires AECPL</td>
<td>198</td>
<td>448</td>
</tr>
</tbody>
</table>
## Sport

<table>
<thead>
<tr>
<th>Nom de l'association</th>
<th>Voté en 2020</th>
<th>Proposition 2021</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td>RCN Trail de Mauves</td>
<td>300</td>
<td>300</td>
</tr>
<tr>
<td>UST Foot subvention forfaitaire récurrente (frais nettoyage tribunes et locaux)</td>
<td>2 000</td>
<td>2 000</td>
</tr>
<tr>
<td>Animation sportive départementale (0,70€/habitant)</td>
<td>7 148</td>
<td>7 291</td>
</tr>
<tr>
<td>U.S.T. football</td>
<td>4 185</td>
<td>4 899</td>
</tr>
<tr>
<td>U.S.T. Basket</td>
<td>1 979</td>
<td>2 292</td>
</tr>
<tr>
<td>A.T. Tennis</td>
<td>1 246</td>
<td>1 379</td>
</tr>
<tr>
<td>U.S.T. tennis de table</td>
<td>773</td>
<td>684</td>
</tr>
<tr>
<td>Karaté Club Thouaréen</td>
<td>420</td>
<td>296</td>
</tr>
<tr>
<td>Elan 2000 gym</td>
<td>2 723</td>
<td>2 906</td>
</tr>
<tr>
<td>Racing club Nantais</td>
<td>1 146</td>
<td>798</td>
</tr>
<tr>
<td>Elan 2000 danse</td>
<td>1 961</td>
<td>1 957</td>
</tr>
<tr>
<td>Badminton</td>
<td>1 129</td>
<td>1 195</td>
</tr>
<tr>
<td>Cyclo Club Thouaréen</td>
<td>744</td>
<td>882</td>
</tr>
<tr>
<td>E.T.R.E.</td>
<td>1 435</td>
<td>1 391</td>
</tr>
<tr>
<td>Association Yun Shou</td>
<td>301</td>
<td>241</td>
</tr>
<tr>
<td>Archers Thouaréens</td>
<td>474</td>
<td>581</td>
</tr>
<tr>
<td>Ste Luce-Thouaré judo club</td>
<td>898</td>
<td>829</td>
</tr>
<tr>
<td>Association sportive du collège</td>
<td>1 160</td>
<td>0</td>
</tr>
<tr>
<td>Thouaré handball club</td>
<td>1 792</td>
<td>2 068</td>
</tr>
<tr>
<td>A.T.E.L.</td>
<td>182</td>
<td>150</td>
</tr>
</tbody>
</table>

## Scolaire

<table>
<thead>
<tr>
<th>Nom de l'association</th>
<th>Voté en 2020</th>
<th>Proposition 2021</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td>APEL St Louis</td>
<td>200</td>
<td>200</td>
</tr>
<tr>
<td>ATPE Primaria</td>
<td>200</td>
<td>200</td>
</tr>
<tr>
<td>ATPE Collège</td>
<td>200</td>
<td>200</td>
</tr>
<tr>
<td>FCPE Primaria</td>
<td>200</td>
<td>200</td>
</tr>
<tr>
<td>FCPE Collège</td>
<td>200</td>
<td>200</td>
</tr>
<tr>
<td>Association Socio-éducative collège</td>
<td>300</td>
<td>300</td>
</tr>
<tr>
<td>Jeunes en scène</td>
<td>300</td>
<td>300</td>
</tr>
<tr>
<td>RASED</td>
<td>453</td>
<td>446</td>
</tr>
</tbody>
</table>

3 élus ne prennent pas part au vote de cette délibération, étant partie prenante dans des associations bénéficiant d'une subvention : Mme Laure LELOU, M. Luc JEMET, M. Jean-Luc DEROUIN.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré à l'unanimité des votants :
✓ décide de soutenir la dynamique associative locale en accordant les subventions mentionnées ci-dessus aux associations.

### Pour

<table>
<thead>
<tr>
<th>Nom de l'association</th>
<th>Voté en 2020</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td>Mme OGER, M. ANCEAUX, M. DLUS, Mme BEZIER, M. BELMEKKI, Mme LOPEZ, M. JOYAU, Mme LAPICA, M. DUGAST, Mme C. LELOU, M. MANSUETO, Mme MPAKA, M. LAUR, Mme DELAUNAY, M. LEFRANC, Mme GUILLAINE, M. TCHAOBOU, Mme THEBAULT, Mme LE FALHER, M. VALLET, Mme HERVY, M. CAILLE, Mme JOLLIVET</td>
<td>23</td>
</tr>
</tbody>
</table>

### Abstention

<table>
<thead>
<tr>
<th>Nom de l'association</th>
<th>Voté en 2020</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td>Mme GROSSEAU, Mme HEURTIN, Mme LEBOUVIER, Mme BECK, M. GOUGEON, Mme CHARPENTIER, M. MERCIER</td>
<td>7</td>
</tr>
</tbody>
</table>

13
Délibération n° 17.04.21 : Service de médecine de prévention – avenant n° 1 à la convention d’adhésion au service de médecine du centre de gestion de la fonction publique territoriale de Loire Atlantique (CDG44)

Vu le décret n° 85-603 du 10 juin 1985 relatif à l’hygiène et à la sécurité du travail ainsi qu’à la médecine professionnelle et préventive dans la Fonction Publique Territoriale ;

Vu les dispositions de l’article 8 de la convention d’adhésion au service de médecine de prévention du Centre de Gestion de la Fonction Publique Territoriale de Loire Atlantique (CDG44) qui prévoit que tout modification à cette convention donne lieu à l’établissement d’un avenant ;

Vu la délibération du conseil d’administration du 15 décembre 2020 relative aux taux et tarifs 2021 des prestations du CDG 44 ;

Vu la délibération du Conseil Municipal de Thouaré-sur-Loire en date du 25 février 2019 relative à la convention d’adhésion au service de médecine de prévention du Centre de Gestion de la Fonction Publique Territoriale de Loire Atlantique ;

Considérant que depuis plusieurs années, dans un contexte national de pénurie de médecins de prévention, le CDG 44 rencontre des difficultés de recrutement et ne parvient pas à constituer une brigade de médecins de prévention suffisante à couvrir l’intégralité du besoin des communes affiliées ;

Considérant que dans ce cadre le CDG 44 a été amené à adapter les modalités de suivi des collectivités et établissements adhérents au service de médecine de prévention ;

Considérant que les modalités financières des prestations de médecine de prévention ont été modifiées par délibération du Conseil d’administration du CDG le 15 décembre 2020, l’article 6 de la convention du 14 décembre 2018 est modifié tel que présenté dans l’avenant n° 1 à la convention d’adhésion au service de médecine de prévention, joint en annexe.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré à l’unanimité :

✓ approuve les termes de l’avenant n°1 à la convention d’adhésion au service de médecine de prévention joint en annexe et d’autoriser Madame le Maire à le signer ainsi que tout document nécessaire à sa mise en œuvre.

Pour

Mme OGER, M. ANCEAUX, Mme L. LELOU, M. DLUS, Mme BEZIER, M. BELMEKRI, Mme LOPEZ, M. JOYAU, Mme LAPICA, M. DUGAST, Mme C. LELOU, M. MANSUETO, Mme MPAKA, M. LAUR, Mme DELAUNAY, M. LEFRANC, Mme GUILLAIN, M. TCHAIBOU, Mme THERBAULT, M. JEMET, Mme LE PALHER, M. VALLET, Mme HERVY, M. CAILLE, Mme JOLLIVET, Mme GROUSSEAU, M. DEROUIN, Mme HEURTIN, Mme LEBOUVIER, Mme BECK, M. GousseON, Mme CHARPENTIER, M. MERCIER.

Le Maire,

Martine OGER

Accusé de réception en préfecture
044-214402042-20210413-0001-DE
Date de télétransmission : 15/04/2021
Date de réception préfecture : 15/04/2021